

## Commission Attali en place

La Commission pour la libération de la croissance française, qui doit remettre ses propositions au gouvernement d'ici la fin de l'année, continuera à se réunir après 2007 pour en assurer le suivi, a indiqué hier, Jacques Attali.

## Priorité à l'emploi des seniors

« Plutôt que de parler de 61 ou 62 ans, il faudrait déjà que les Français partent réellement à 60 ans. Ce n'est pas le cas et le vrai enjeu du rendez-vous de 2008 est là : faire correspondre l'âge légal et l'âge réel » de départ à la retraite, a déclaré le ministre du Travail Xavier Bertrand au Figaro.



## Messmer : obsèques mardi

Les obsèques de l'ancien Premier ministre seront célébrées mardi après-midi, aux Invalides, à Paris. Par ailleurs, après cette disparition, sept fauteuils sont à pourvoir à l'Académie française, sur les quarante que compte l'Institution.

# Nicolas Sarkozy veut "rassembler la nation derrière les entreprises"

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE a affiché hier, devant le patronat, son volontarisme tous azimuts

Le président de la République Nicolas Sarkozy a fait hier, le vœu d'une « nation rassemblée derrière ses entreprises », en commençant son discours devant l'université d'été du patronat, réunie à Jouy-en-Josas (Yvelines).

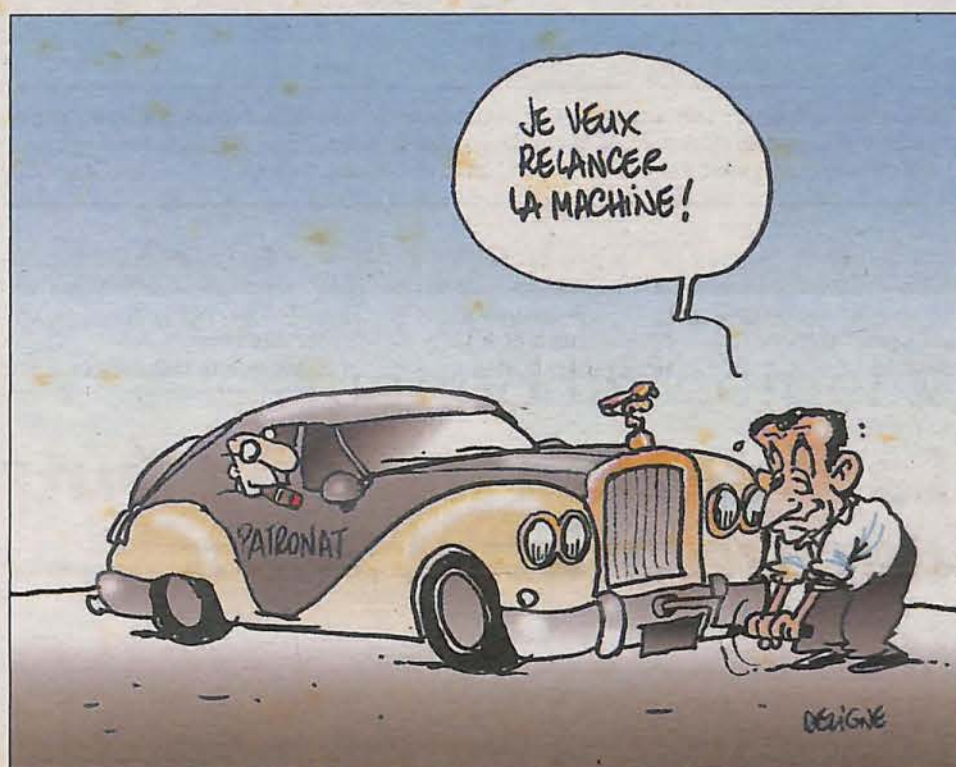
La présidente du MEDEF, Laurence Parisot, « fait tout son possible pour réconcilier les Français avec leurs entreprises », a salué Nicolas Sarkozy, en faisant part de son « amitié » et de son « admiration » pour le travail des chefs d'entreprises.

L'Elysée avait annoncé le lancement d'une deuxième phase des réformes économiques...

Seule annonce du chef de l'Etat en une heure de discours devant l'université d'été de la première organisation patronale à Jouy-en-Josas (Yvelines) : la proposition d'une fusion GDF-Suez limitée aux seules activités énergétiques.

### « Nos blocages sont d'abord dans les têtes »

Le discours avait été présenté par l'Elysée comme



« l'entrée dans la deuxième phase des réformes économiques » après le paquet fiscal adopté cet été. Alors que la croissance est en berne, et que les Français s'inquiètent pour leur pouvoir d'achat, on attendait les propositions concrètes de Nicolas Sarkozy, premier pré-

sident à rendre visite à l'organisation patronale. Le chef de l'Etat a surtout retrouvé son discours de candidat, chantre de la « rupture » avec la « pensée unique ».

« Cette rupture je la ferai. Je ne laisserai personne y faire obstacle », a-t-il prévenu

d'emblée. Il a fustigé une nouvelle fois la politique de la Banque centrale européenne, qui « doit accepter le débat » sur le niveau de l'euro.

A ses yeux, l'explication du point de retard de la croissance française sur ses concurrents « trouve son

origine dans les mentalités ». « Nos blocages sont d'abord dans les têtes », a-t-il lancé.

Mais l'hôte de l'Elysée s'est contenté d'engagements généraux. Sans plus de précisions, il a ainsi exprimé sa volonté d'« aller plus loin » sur la concurrence dans la grande distribution, l'assouplissement des 35 heures, la réforme fiscale ou la réforme de l'Etat.

Nicolas Sarkozy, dont le choix de présenter sa politique économique devant le Mouvement des entreprises de France a été critiqué par les syndicats, a pris soin de ne pas trop aller dans le sens du patronat.

### « Un grand discours sur la politique sociale » le 18 septembre

Le chef de l'Etat a certes repris à son compte plusieurs revendications patronales. Alors que les partenaires sociaux doivent ouvrir le 7 septembre les négociations sur la réforme du contrat de travail, il s'est déclaré « favorable à ce que soit ouverte la pos-

sibilité d'une séparation à l'amiable » entre l'entreprise et le salarié, comme le propose la présidente du MEDEF, Laurence Parisot. Les chefs d'entreprise réunis sur le campus d'HEC ont apprécié sa volonté de mettre l'entrepreneur, souvent mal considéré en France, « au cœur de son projet économique ».

Mais le président de la République a aussi tenu compte des revendications syndicales, lorsqu'il a appelé le patronat à « respecter » leur obligation de négocier sur les salaires. « Vous pouvez compter sur moi. Mais vous aussi vous devez jouer le jeu », a-t-il lancé.

Enfin, pour faire bonne mesure, l'Elysée a fait savoir hier, que Nicolas Sarkozy prononcerait « un grand discours sur la politique sociale » le 18 septembre, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'Association des journalistes de l'information sociale.

Et le chef de l'Etat s'est dit « prêt » à répondre à l'invitation d'un syndicat.

## réactions Le PS critique l'absence d'engagement

Alors que la Confédération générale des petites et moyennes entreprises a salué hier, une « rupture positive pour les entreprises », Laurence Parisot parle elle de « discours de vérité qui va permettre de faire avancer les choses dans le bon sens ». Pour le PS, Nicolas Sarkozy s'est contenté hier, de « formules » et de « postures » et n'a pris aucun engagement. De son côté, Ségolène Royal s'est dite « très déçue » par les annonces économiques du chef de l'Etat, l'invitant à « sortir de l'inaction et de ce mouvement apparent ».

La plupart des syndicats ont critiqué le discours économique en soulignant la proximité avec les thèses

du MEDEF de certaines propositions du chef de l'Etat. « Il y a des mesures concrètes pour les employeurs et beaucoup de discours pour les salariés », a déploré la CGT. La CFDT a trouvé le discours « assez creux, pauvre sur le plan des propositions » et « très incantatoire ».

A FO, Jean-Claude Mailly s'oppose à « l'ouverture des magasins le dimanche, la fusion opérationnelle UNEDIC-ANPE », le « nouvel assouplissement des 35 heures » et « la séparation employeur-salarié par consentement mutuel ». En revanche, le président de la CFTC, Jacques Voisin a jugé que le chef de l'Etat avait posé les « vraies questions ».

## Taxation du travail : « aller beaucoup plus loin »

● **FONCTIONNAIRES** : « Je me suis engagé à ne pas renouveler un emploi de fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Je n'y ai pas renoncé. C'est la réforme qui permettra de diminuer le nombre de postes. »

« Le nombre des directeurs d'administration centrale sera divisé par deux. »

● **35 HEURES** : « Je veux aller beaucoup plus loin dans l'assouplissement des 35 heures pour redonner des marges de manœuvre plus importantes à la politique salariale. »

● **GDF** : « J'ai proposé à Suez de fusionner ses activités énergétiques avec Gaz de France et de constituer un grand groupe de gaz et d'électricité à la dimension du marché européen dont l'Etat sera l'actionnaire. Cela suppose que Suez fasse un choix stratégique en se spécialisant dans l'énergie. Il appartient maintenant à ses actionnaires d'en décider. »

● **PRIX** : « Expliquer qu'il n'y a pas de problème de pouvoir d'achat en France, c'est se moquer du monde. »

● **FISCALITE** : « Je veux aller beaucoup plus loin dans l'allègement de la taxation

du travail pour rendre du pouvoir d'achat aux travailleurs. Je veux aller plus loin dans la remise en cause de nos prélèvements fiscaux, dans la réforme fiscale. »

● **CONTRAT DE TRAVAIL** : « Je suis favorable à ce que soit ouverte la possibilité d'une séparation à l'amiable dans les entreprises, dont les conditions pourraient être fixées à l'avance. »

● **BCE/EURO** : « On a dit + il ne faut pas parler du cours de l'euro parce que la Banque centrale européenne est indépendante +, mais + justement parce qu'elle est indépendante elle doit accepter le débat. »

« Expliquer que l'euro n'a pas fait monter les prix, c'est se moquer du monde. »

● **BANQUES** : « Jouer le jeu pour les banques, c'est ne pas prêter davantage, ou plus facilement, aux spéculateurs qu'aux entreprises et aux ménages. C'est ne pas resserrer le crédit à l'économie pour compenser les risques excessifs qu'elles ont pris sur les marchés financiers. »

● **PAC** : « Je proposerai moi-même, avec

les organisations agricoles, une nouvelle politique agricole commune. »

● **ANPE/UNEDIC** : « Je souhaite que la fusion des réseaux opérationnels de l'ANPE et de l'Unedic soit décidée d'ici la fin de l'année, en liaison avec les partenaires sociaux. »

● **JUSTICE** : « La pénalisation de notre droit des affaires est une grave erreur, je veux y mettre un terme. »

« J'ai demandé à la garde des Sceaux Rachida Dati d'interdire la pratique des dénonciations anonymes. »

● **DISTRIBUTION** : « Je veux aller beaucoup plus loin sur la concurrence pour faire baisser les prix à la consommation – je pèse mes mots – en intégrant toutes les marges arrière dans le calcul du seuil de revente à perte. Un dispositif particulier sera étudié pour les produits agricoles. »

« Je ne dis pas qu'il faut ouvrir tous les magasins le dimanche, dans toutes les villes, et je comprends parfaitement que le repos dominical, ça compte. Mais au nom de quoi interdire l'ouverture à tout le monde ? »